



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 19/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/09/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CROUVEZIER DEVELOPPEMENT

101 Chemin du Cresson
Le Costet Beillard
88400 GERARDMER

Références : S-22-892RP

Code AIOT : 0006202252

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/09/2022 dans l'établissement CROUVEZIER DEVELOPPEMENT implanté 101, chemin du Cresson Le Costet Beillard 88400 GERARDMER. L'inspection a été annoncée le 30/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans un contexte de sécheresse exceptionnelle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CROUVEZIER DEVELOPPEMENT
- 101 , chemin du Cresson Le Costet Beillard 88400 GERARDMER
- Code AIOT : 0006202252
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'établissement a une activité d'ennoblissement textile.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- vérification du respect des prescriptions opposables dans le cadre de la sécheresse.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	origine de l'approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.2.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
6	relevé des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.2.2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.4.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	arrêté sécheresse, prescriptions ICPE	Arrêté Préfectoral du 01/09/2022, article annexe 3	/	Sans objet
2	arrêté sécheresse, prescriptions STEP	Arrêté Préfectoral du 01/09/2022, article annexe 3	/	Sans objet
3	canalisation de transport de fluides	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.2.3.1	/	Sans objet
4	coloration du milieu récepteur	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.3.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le principal constat est que l'exploitant utilise de l'eau de réseau pour son process ce qui n'est pas autorisé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Arrêté sécheresse, prescriptions ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/09/2022, article annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Prescriptions pour les ICPE : <ul style="list-style-type: none">- les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple : opération de nettoyage grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique ;- (...) ;- tenue d'un registre hebdomadaire mis à la disposition des services de contrôle.
Constats : L'exploitant effectue des relevés quotidiens sur l'eau consommée pour le process. Ces relevés n'identifient pas la part d'eau provenant des captages de celle provenant de l'eau de réseau (en effet, quelle que soit son origine, l'eau est regroupée dans une bache dont est extraite l'eau de process, le compteur étant situé en aval). L'inspection constate que l'exploitant respecte la prescription contrôlée; en revanche, il serait opportun d'identifier le volume d'eau consommé en fonction de sa provenance (à ce sujet, cf. point de contrôle n° 6).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Arrêté sécheresse, prescriptions STEP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/09/2022, article annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Prescriptions pour les stations d'épuration et systèmes d'assainissement, report des opérations de maintenance en fin de période de restriction, sauf : <ul style="list-style-type: none">- en cas d'urgence (non programmable) et après accord du service police de l'eau ;- travaux réalisés sans rejet au cours d'eau.
Constats : L'exploitant n'a mené aucune opération de maintenance consommatrice d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Canalisation de transport de fluides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le réseau d'alimentation en eau est muni d'un dispositif de disconnexion. (...)
Constats : Toutes les eaux sont regroupées dans un bac tampon sans que les différents tuyaux n'y trempent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Coloration du milieu récepteur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En un point représentatif de la zone de mélange à l'aval de la ZNIEFF, le rejet ne devra pas générer de coloration visible du milieu.
Constats : L'inspection a constaté que le rejet ne provoque pas de coloration du milieu naturel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Origine de l'approvisionnement en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux utilisées à des fins industrielles dans l'établissement proviennent : <ul style="list-style-type: none">• du captage de deux sources situées en amont de l'usine ;• d'un puits de sept mètres de profondeur, équipé d'une pompe de 11 m³/h utilisée en secours. Ces eaux sont collectées au niveau de deux bacs équipés de pompes de reprise de débit maximal de 25 m ³ /h. Le volume annuel prélevé est au maximum de 270 000 m ³ . Tout système visant à l'économie de la consommation en eaux de toutes natures et à la réduction des rejets, notamment par le recyclage, doit être recherché et mis en œuvre. Le réseau d'eau potable de la ville de GERARDMER alimente l'établissement en eau sanitaire.
Constats : Du fait de situation hydrique actuelle, l'exploitant reconnaît recourir à de l'eau de réseau pour le process, ce qui n'est pas conforme à l'arrêté préfectoral qui prévoit que l'eau de process provienne exclusivement soit du captage de deux sources soit d'un puits. L'inspection propose de mettre l'exploitant en demeure de cesser d'utiliser de l'eau de réseau pour son process.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Relevé des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvements sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs. Ces dispositifs sont relevés journallement.
Constats : L'exploitant effectue des relevés quotidiens sur l'eau consommée pour le process. Ces relevés n'identifient pas la part d'eau provenant des captages de celle provenant de l'eau de réseau (en effet, quelle que soit son origine, l'eau est regroupée dans une bache dont est extraite l'eau de process, le compteur étant situé en aval). L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant d'identifier les volumes consommés en fonction de leur provenance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats des analyses d'autosurveillance sont transmis mensuellement à l'inspecteur des installations classées sous format papier avec tout commentaire utile le cas échéant. Ces données seront également transmises sous forme de fichiers informatiques selon les indications données par l'inspecteur.
Constats : Pour l'année 2022, l'exploitant a effectué les saisine GIDAF de janvier à avril. L'inspection propose de mettre l'exploitant en demeure de saisir les données GIDAF manquantes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois